



**CENTRE D'ÉTUDES
STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE**

L'ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE DE SÉCURITÉ NATIONALE

Burkina Faso Étude de cas

**Brouillon
(Avant-projet)**

Dr. Émile Ouédraogo

Juillet 2018

Introduction

Burkina Faso, est un pays enclavé au cœur de l'Afrique de l'ouest. Pendant les deux dernières décennies, il a dû faire face à des défis de sécurité redoutables et changeants causés par la crise socio-économique et politique dans un contexte régional marqué par l'extrémisme violent et le terrorisme. En 2014 Burkina Faso a dû subir un an d'instabilité sociopolitique. Une insurrection populaire a éclaté le 30-31 octobre 2014 lorsque Blaise Compaoré, le président déchu qui avait été à la tête du pays pendant les 27 dernières années a décidé de changer l'Article 37 de la Constitution, dont les dispositions l'empêchaient de se présenter pour un troisième mandat. Après un an de transition tumultueuse, des élections justes et transparentes furent organisées et Roch Marc Christian Kaboré, ancien premier ministre et président de l'Assemblée nationale, fut élu président. Il hérita d'institutions gouvernementales affaiblies et sapées, dépourvues de stratégies de sécurité cohérentes et adaptées, qui ont exposé le pays à plusieurs attaques terroristes et ont entraîné une recrudescence d'insécurité dans les zones urbaines aussi bien que dans les zones rurales. C'est dans ce contexte, que Burkina Faso essayé de développer sa stratégie de sécurité nationale.

1. Les plans pour la sécurité juridique et politique

La Constitution du Burkina Faso qui fut révisée en 2015 stipule, dans ses articles de 10 et 36, que le président de Faso est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité territoriale et de la continuité de l'État. Il est le chef des forces armées et préside le conseil Suprême de Défense.¹ La politique de défense nationale d'avril 2004 définit le rôle et les responsabilités du conseil Suprême de Défense. Ce document officiel est jusqu'à ce jour considéré (par défaut) comme représentant la stratégie de sécurité nationale du pays. Il définit la défense nationale comme étant « tous les principes et pratiques mis en place par toute la communauté Burkinabé afin de protéger son territoire et garantir la sécurité de ses citoyens ». ² Dans ce contexte, la défense nationale se rapporte à toutes les institutions qui participent à la protection intérieure et extérieure du pays. Il convient de souligner qu'il n'existe pas au Burkina Faso de document officiel ou de directive politique définissant une vision et les valeurs de base à défendre ou à protéger, même s'il s'agit de l'objectif de l'objectif principal de toute stratégie/police de sécurité nationale.

En ce qui concerne les intérêts politiques du Burkina Faso, la politique de défense de 2004 le définit comme suit :

- Les intérêts vitaux : La population et le territoire de Burkina Faso et la liberté d'exercer sa souveraineté. Ces intérêts soutiennent l'existence du pays et ne sont en aucun cas négociables.
- Les Intérêts stratégiques La sécurité régionale et sous régionale, et la lutte contre le terrorisme et les crimes transfrontaliers.

¹ La constitution révisée du Burkina Faso, 2015

² La politique de défense nationale du Burkina Faso, 2004

- Les intérêts périphériques. Le soutien de la paix et de la sécurité est sous l'égide des organisations continentales, régionales et internationales. Ces intérêts sont ancrés dans les engagements internationaux de Burkina Faso.³

L'organisation générale et l'articulation de la sécurité nationale à Burkina Faso sont articulées par les lois telles que la Loi N° 74-60/AN qui établit l'armée nationale, Loi N° 26/94/ADP sur l'organisation générale de la défense nationale, Loi N° 32 sur la sécurité intérieure, et des décrets tels que le décret N° 2004-146/PRES/PM sur la politique de défense, Décret N° 2010-335/PRES/PM/SECU sur la stratégie de sécurité intérieure, Décret N° 2015-1149/CNT établissant le conseil de sécurité et défense nationale. La stratégie de sécurité nationale à venir sera basée sur ce cadre réglementaire et juridique qui devra être révisé et amélioré.

2. Le processus de création des documents de la principale politique de sécurité nationale

Burkina Faso a créé une politique de défense depuis 2004 et une stratégie de sécurité nationale intérieure en 2010. Ces deux documents sont les documents les plus importants en ce qui concerne la sécurité nationale à Burkina Faso.

La politique de défense nationale : Considéré (par défaut) comme étant le document de la stratégie de sécurité nationale, la politique de défense nationale de 2004 n'a jamais été mise en place. Il est également important de signaler que le processus de création de ce document était très exclusif. Il ne fut rédigé que par des « experts militaires » du ministère de la Défense sans la participation des autres ministères de la souveraineté (sécurité intérieure, administration, finance et affaires internationales), la société civile ou même les spécialistes académiques. Le document écrit n'a été approuvé que par le gouvernement sans passer par le parlement.

La stratégie de sécurité nationale interne : En 2005, le gouvernement du Burkina Faso a décidé de créer un ministère entièrement dédié à la lutte contre la montée de l'insécurité dans le pays après avoir observé le manque d'efficacité des services de sécurité nationaux à protéger la population et ses biens. Une nouvelle approche plus en ligne avec la politique de défense du pays était donc nécessaire. Cette approche était présentée e sous la forme d'un document de stratégie de sécurité nationale, qui consistait de quatre (4) titres y-compris un résumé des parties intéressées par la sécurité intérieure, a l'approche conceptuelle à la sécurité à Burkina Faso, les défis et les menaces à la sécurité intérieure, et les directions stratégiques présentées par les directives de la sécurité interne.⁴ Ce document fut rédigé grâce à une collaboration interdépartementale comprenant le ministère de la Défense, le ministère de la Justice, le ministère des Finances, et le ministère des eaux et forêts. Le premier avant-projet fut validé au cours d'un atelier auquel avaient été invités la société civile et les chercheurs des sciences sociales. La version finale fût soumise au gouvernement qui l'a étudiée et adoptée. La future stratégie de sécurité nationale

³ Ibid

⁴ Stratégie nationale de la sécurité nationale, Burkina Faso 2010

doit établir un lien entre les deux documents en en s'attaquant de manière appropriée aux deux problèmes suivants :

Vision : La vision étroite des deux documents fait en sorte que l'approche stratégique se trouve fragmentée. Les deux approches sont en pratique toutes deux tournées vers l'état en dépit des références faites à la sécurité humaine dans les documents. La future stratégie de sécurité nationale devra nécessairement définir une vision commune de la sécurité qui soit centrée sur la population.

La différence entre les menaces internes et les menaces externes : À cause de la dimension transnationale et transfrontalière des menaces dans un pays enclavé tel que Burkina Faso, un pont doit être construit entre les menaces internes et les menaces externes au lieu de les traiter séparément. Il existe deux revers à cette médaille.

Le manque de cohérence entre les deux documents de la politique : L'absence d'une vision commune et vaste provient du manque de cohérence qui existe entre le document de politique de défense et la stratégie de sécurité nationale intérieure.

L'absence de plans d'action : Les deux documents ont été élaborés sans qu'un plan d'action ait été mis en place.

Manque de suivi et de mécanismes d'évaluation : Les deux documents n'ont pas pris en compte le besoin de suivi et de mécanismes d'évaluation. Le contexte de sécurité à Burkina Faso aujourd'hui a complètement changé, mais les stratégies restent les mêmes.

Elles font participer des acteurs non-étatiques et jonglent avec la transparence et le secret : Les acteurs de sécurité étatiques, surtout le personnel militaire, hésitent encore à avoir des discussions franches avec le reste de la société sur les problèmes de sécurité. Sous le prétexte du secret gouvernemental, ils veulent toujours avoir le plein contrôle et le monopole total des débats qui traitent de la sécurité. Aucun acteur étatique n'a besoin de participer à la rédaction du document en préparation. Les objectifs et les valeurs pourraient être discutés publiquement tout en limitant la divulgation des aspects opérationnels.

Les considérations budgétaires : Il n'existe également aucun lien de causalité entre les deux stratégies et leurs budgets. Il est donc difficile de réconcilier les besoins de sécurité et les ressources disponibles. Sans le financement nécessaire, les deux stratégies ne peuvent pas être complètement exécutées.

Afin de résoudre les problèmes énoncés ci-dessus, le gouvernement au pouvoir a décidé d'organiser du 24 au 27 octobre 2017 à Ouagadougou, un forum national sur la sécurité avec l'objectif clair de réformer l'ensemble du secteur de la sécurité.

3. Le Forum national sur la sécurité

Le forum national sur la sécurité a été le point de départ pour la création d'une stratégie de sécurité nationale à Burkina Faso. Une gamme vaste et variée de menaces et de défis en matière de sécurité nationale du pays a été identifiée au cours du forum, y-compris (cette liste n'est pas par ordre de priorité) :

- L'extrémisme violent et le terrorisme ;
- Les affrontements intercommunautaires ;
- La criminalité transnationale ;
- Le changement climatique ;
- La croissance démographique ;
- La corruption et la criminalité financière.⁵

Plus de 2 000 personnes ont participé aux consultations nationales à travers des forums préliminaires, des forums régionaux et nationaux. Les buts et objectifs suivants ont été identifiés afin de les inclure dans les documents de l'architecture de la sécurité nationale et de la politique qui sont en préparation :

- Créer une politique de sécurité nationale, une stratégie de sécurité nationale, des stratégies sectorielles et des plans d'exécution ;
- Créer une stratégie anticorruption ;
- Consolider la gouvernance du secteur de la sécurité ;
- Créer une stratégie pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent ;
- Accélérer l'exécution des programmes de sécurité de Sahel ;
- Améliorer les capacités opérationnelles des forces de la défense ;
- Améliorer la confiance entre les forces de la défense et la population.⁶

Burkina Faso a adopté une approche inclusive et démocratique pour la création de sa stratégie de sécurité nationale. Pendant le forum des débats francs et ouverts entre les groupes représentant la population ont frayé le chemin à un consensus sur les problèmes de sécurité nationale. Lorsque le processus sera terminé, une définition commune et plus large de ce que représente la sécurité sera adoptée et rédigée dans un document accessible au public. Le forum national conseille fortement à ce qu'une stratégie de communication ouverte soit adoptée pour la création du futur document sur la stratégie de sécurité nationale.

4. Les perspectives du NSSD à Burkina Faso

Le forum national sur la sécurité, organisé et dirigé par le ministère de la Sécurité, a vu la participation d'importants acteurs et institutions du secteur de la sécurité. Un comité interministériel pour la préparation du forum national fut choisi. Les intellectuels parlementaires et la société civile y ont

⁵ Rapport général du forum sur la sécurité, Burkina Faso

⁶ Ibid

également participé. Pour cette initiative, Burkina Faso a reçu l'aide technique et financière de l'Union européenne (UE) grâce à un partenariat avec le projet PARSIB, Projet de soutien au renforcement de la sécurité intérieure du Burkina Faso, financé par l'UE et exécuté par la Coopération technique de la Belgique (CTB) et des Nations Unies. Depuis sa création, le budget national a payé pour les activités principales du processus, mais il convient de noter que des partenaires extérieurs tels que les ambassades de France et des États-Unis ont fourni un soutien technique et financier.

La création de la politique et de la stratégie de sécurité nationale progresse à Burkina Faso et ce processus aidera à :

Définir une vision plus large de la sécurité nationale : Cette vision plus large de la sécurité devrait pouvoir concilier la sécurité humaine aux exigences de la sécurité du pays. Si cette vision plus vaste, globale et complète est partagée par tous les éléments de la société, elle pourra mener à un rassemblement et une unification.

L'établissement d'un consensus sur la sécurité : Le processus de création d'une stratégie de sécurité nationale lui-même peut être un facteur de renforcement de la cohésion et de la réconciliation nationale entre les différentes composantes de la société burkinabé après la montée en puissance populaire d'octobre 2014. L'approche démocratique aidera également à renforcer la confiance du public et la légitimité des services de sécurité de l'état.

Améliorer la Gouvernance et le Professionnalisme : La stratégie de sécurité nationale permettra de mieux utiliser les ressources d'après les valeurs communes et les objectifs à atteindre en fournissant des points de repère précis et en renforçant la gouvernance du secteur de la sécurité. La distribution des ressources aux institutions et aux agences de sécurité dépendra d'un système budgétaire basé sur un programme. Des lois sur le financement du programme des institutions de sécurité sont en pour parler et ont été approuvées par l'Assemblée nationale avant d'être officiellement adoptées. Elles résoudront également les problèmes liés à la coopération entre les services de sécurité et amélioreront l'efficacité du secteur de la sécurité.

Renforcer la coopération régionale et internationale : La politique/stratégie de sécurité nationale renforcera sans aucun doute l'approche de la sécurité commune préconisée par le CEDEAO, une organisation sous régionale à laquelle Burkina Faso est un pays membre.

Conclusion

Burkina Faso a créé une politique de défense et une politique de sécurité intérieure dans le but de réduire l'insécurité qui règne dans le pays. Ces deux instruments de l'architecture de sécurité nationale ont été rapidement submergés en deux décennies par l'évolution des menaces à la sécurité qui sont passées du banditisme armé à l'extrémisme violent et au terrorisme. Il est donc impératif d'adapter l'architecture de la sécurité nationale au nouveau paradigme. Le gouvernement a alors décidé de créer une politique et une stratégie de sécurité nationale et le processus a commencé avec le forum de sécurité nationale. Une

approche inclusive et démocratique pour la création de sa stratégie de sécurité a été adoptée depuis le début du processus en octobre 2017. La classe politique est totalement engagée dans cette entreprise nationale avec l'aide des Nations Unies et des partenaires externes.